

Journaliste *freelance* au Caire, Baudouin Long a écrit quelques articles sur la politique égyptienne (notamment “Muslim Brotherhood: the fantasized threat?”, *The Montreal Review*, April 2011, “The Hamas Agenda: How Has It Changed?”, *Middle East Policy*, Vol. XVII, n° 4, Winter 2010, pp. 131-143, “The answer of Mubarak to US pressure for democratisation in the aftermath of 9/11”, *Revue Averroes*, n° 3, Printemps-Été 2010, pp. 36-49).

Baudouin LONG

La démocratisation à l'épreuve de l'islamisme Quelques leçons de la révolution égyptienne

Source d'inquiétude pour les occidentaux comme pour les régimes autoritaires arabes, les islamistes étaient, pensait-on, la seule alternative aux dictatures. Dès lors, la démocratisation devenait un processus risqué. « Si des élections libres étaient organisées, les islamistes auraient le pouvoir. Une dictature en remplacerait une autre ». Combien de fois avons-nous entendu ce refrain ? À l'appui de ces déclarations, il suffisait de regarder le mouvement populaire en Iran qui a donné naissance à la république islamique en 1979, régime totalitaire s'il en est, ou bien les élections de 2006 en Palestine qui ont hissé le Hamas au pouvoir, ou encore les élections législatives égyptiennes de 2005 où les Frères Musulmans ont réussi à obtenir 88 sièges à l'assemblée du peuple.

La révolution égyptienne n'est peut-être pas terminée, un chantier immense attend encore l'Égypte, mais certaines leçons peuvent déjà être tirées. Les islamistes n'ont pas lancé la révolution, ils ne l'ont pas récupérée. Il n'y a pas encore eu d'élections. Les Frères musulmans pourraient encore les gagner et profiter a posteriori de la révolution. Mais ils ont affirmé qu'ils ne se présenteraient pas aux élections présidentielles. Alors, nous serions-nous trompés ?

Le dilemme de la démocratisation

La démocratisation du monde arabe est un sujet de vifs débats entre politologues depuis les années 1990. Les chercheurs se sont interrogés sur le vide démocratique, le blocage des sociétés arabes ou encore la persistance de l'autoritarisme. Après le 11 septembre, cette question se posa avec encore plus d'acuité. Le manque de démocratie et de respect des droits fondamentaux de l'être humain étaient identifiées comme les principales causes de l'islamisme radical. L'autoritarisme était bien la source du radicalisme islamiste. Nonobstant, on oublia trop souvent, comme le remarque François Burgat, que nous étions pour partie responsables de cette radicalisation¹.

1. François BURGAT, *Islamism in the Shadow of A-Qaeda*, University of Texas Press, 2008.

L'islamisme était le fruit des frustrations de peuples asservis à des régimes autoritaires depuis bien trop longtemps. L'administration Bush vit donc dans la démocratisation un moyen pour combattre de l'intérieur l'islamisme radical et se fidéliser des alliés. Les États-Unis se mirent en tête de transformer le Moyen-Orient, par la guerre ou la diplomatie. Ce faisant, ils négligèrent leurs propres fautes, leur politique déséquilibrée en faveur d'Israël, leur interventionnisme ainsi que leur soutien de longue date aux monarchies pétrolières ou à l'Égypte de Moubarak, autant de politiques qui ont alimenté les rancœurs et les frustrations des populations arabes. Tandis que l'invasion de l'Irak devait à terme permettre l'établissement d'une démocratie modèle et entraîner par effet de domino la démocratisation de la région, les pressions sur les alliés, et en particulier l'Égypte, étaient sensées engendrer des réformes internes.

La politique américaine de promotion de la démocratie s'est très vite heurtée au dilemme que représentait le poids de l'opposition islamiste. Face à ces dictatures, on ne voyait que leurs opposants islamistes, les Frères musulmans en Égypte, qui accéderaient vraisemblablement au pouvoir si des élections libres devaient avoir lieu. En l'absence de forces politiques visibles et crédibles pour faire face à la montée de ces islamistes, on n'osait imaginer des élections libres. Pour éviter de voir le « péril islamiste » devenir une réalité, on préférait encore ces régimes autoritaires. On voyait volontiers ces sociétés bloquées s'extirper du borbier par la volonté magnanime de leurs dirigeants (quitte à leur forcer un peu la main). Tout en étant conscient de

l'immense chantier à accomplir, on se félicitait néanmoins des faibles ouvertures opérées par le régime égyptien. Rome ne s'est pas faite en un jour, et on pensait donc que progressivement, la dictature pourrait se réformer d'elle-même, suivant la marche de l'histoire. C'était le prix à payer pour éviter les Frères Musulmans.

Le gouvernement américain, mais également les diplomates occidentaux et divers analystes, experts ou chercheurs, ont enfermé l'enjeu de la démocratisation dans une lecture binaire où l'islamisation aurait été le corollaire de la démocratisation. Face aux régimes autoritaires dont les services de sécurité collaboraient avec nos propres services dans la lutte contre le terrorisme, les occidentaux ont été piégés par le « péril islamiste », condamnés à soutenir des régimes qui les aidaient. Certains même n'hésitaient pas à voir dans ces régimes, en Égypte, en Tunisie ou ailleurs, un rempart face à l'islamisme. On a donc préféré les soutenir, et par crainte de l'islamisme, espérer qu'ils se réformeraient tout seuls.

2. Voir par exemple Jean-Marc GONIN, « Les Frères musulmans sortent de l'ombre en Égypte », *Le Figaro*, 4 février 2011 ; Denise AMMOUN, « L'ombre des Frères musulmans », *Le Point*, 3 février 2011 ; Dore GOLD, « The Muslim Brotherhood and the Egyptian Crisis », *Jerusalem Issue Briefs*, Vol. 10, n° 26, February 2, 2011.

La révolution égyptienne avait à peine commencé que de semblables frayeurs firent leur apparition². Ces peurs furent cependant rapidement supplantées par un enthousiasme sans conteste pour ces Égyptiens qui luttèrent héroïquement pour leur liberté alors qu'il apparaissait que les Frères musulmans n'étaient pas derrière cette révolution.

« Une révolution post-islamiste »

La première leçon de cette révolution est sans doute l'existence de forces politiques alternatives capables de mobiliser une opposition en dehors du discours religieux. La révolution qui a provoqué le départ de Moubarak n'est pas la révolution des Frères musulmans. Elle ne l'est pas devenue. Le politologue Olivier Roy, auteur de nombreux ouvrages de référence sur l'islamisme, la qualifie de « révolution post-islamiste » parce qu'elle est le fait « d'une nouvelle génération [qui] ne s'intéresse pas à l'idéologie »³.

3. Olivier ROY, « Révolution post-islamiste », *Le Monde*, 12 Février 2011.

Ce sont les jeunes Égyptiens de la « génération *facebook* » qui l'ont lancée, des jeunes politisés, militant sur le web, in-

dépendants des courants politiques traditionnels et dont les revendications ne sont ni religieuses ni idéologiques. Ils militent contre la corruption, contre l'augmentation du coût de la vie, pour les droits de l'Homme, pour la fin de l'État d'urgence et de la torture.

Des milliers d'Égyptiens ont répondu à l'appel à manifester du 25 janvier. Parmi eux, des Frères musulmans participant au même titre que bien d'autres. En tant qu'Égyptiens, ils étaient tout autant exaspérés par le système en place, alors même que la direction de la confrérie ne s'est ralliée que progressivement et bien timidement au départ. Mais, dès qu'elle s'est engagée officiellement aux côtés de ceux qui réclamaient le départ de Moubarak, la confrérie a été accusée de reprendre la révolution à son compte, d'en profiter pour se hisser au pouvoir.

Accusations bien dérisoires au regard de l'ampleur de la contestation. Pendant les dix-huit jours de manifestation sur la place Tahrir, foyer de l'exaspération des Égyptiens, les slogans n'étaient pas religieux. Nulle part on a entendu la devise des Frères, « l'Islam est la solution ». Les slogans étaient nationalistes, ils demandaient seulement plus de liberté, de justice sociale, du travail et la fin du régime.

La diversité sociale des manifestants de la place Tahrir en témoigne, le désir de changement est celui de tout un peuple ; il n'est ni l'apanage des Frères, ni celui des étudiants « occidentalisés ». De nombreux manifestants s'insurgeaient contre toute idée de mainmise par les Frères musulmans à l'image de l'un d'eux qui confiait : « Regardez, c'est une révolution populaire... les gens se mobilisent sans parti et ils ne veulent pas que les partis politiques organisent ça ». De nombreux coptes ont d'ailleurs rejoint les manifestations, convaincus eux aussi que le régime n'avait jamais rien fait pour protéger les chrétiens.

Youssef El-Chazli, chercheur à l'université de Lausanne, spécialisé sur les mobilisations politiques, présent place Tahrir en tant qu'Égyptien, analysait d'ailleurs : « Au sein des manifestations, le mouvement était trop large pour pouvoir faire le jeu d'un seul groupe politique et les Frères n'ont pas tenté de le récupérer ». « Les Frères sont suiveurs dans ce mouvement...



4. Entretien personnel, 31 janvier 2011.

La confrérie est consciente qu'une telle tentative de sa part ne serait pas soutenue par la population », expliquait-il⁴.

Mieux comprendre les Frères musulmans aujourd'hui

La deuxième leçon est que les islamistes d'aujourd'hui ont partiellement changé. Leurs objectifs ne sont pas la prise immédiate du pouvoir politique. L'organisation des Frères musulmans n'est pas tant politique que sociale. En outre, elle revêt une complexité qu'il s'agit d'analyser.

Comme le souligne avec justesse Olivier Roy, les Frères musulmans n'ont plus le monopole du discours religieux. Ils sont concurrencés par les salafistes par exemple, mais aussi par une individualisation des pratiques religieuses à l'échelle de la société. Parallèlement à cette concurrence, les frères sont sortis de la logique révolutionnaire et entrés dans le jeu démocratique, dont ils devront accepter les règles, c'est-à-dire le compromis et la conciliation avec d'autres forces politiques. François Burgat affirme ainsi qu'ils sont aujourd'hui capables de « sortir du registre sectaire pour défendre des revendications (...) plus politiques que religieuses »⁵.

5. François BURGAT, « Quel islamisme face à la révolution », *Le Soir*, 25 février 2011.

Il faut aussi souligner que les objectifs des Frères musulmans sont bien plus larges que la seule accession au pouvoir comme l'analyse Leslie Piquemal, chercheuse au CEDEJ⁶ et spécialiste de la confrérie. Bien sûr, les Frères bénéficieraient de l'organisation d'élections législatives libres et pourraient bien y remporter une majorité relative des sièges (moins de 50 %) ⁷. Certains membres ne seraient pas opposés dans ce cas à présenter un candidat à la présidence, mais Mohammed El-Beltagi, un des leaders du mouvement, a déclaré le 4 février que la confrérie ne souhaitait pas le faire pour les prochaines élections. Pour Leslie Piquemal, « ils ne cherchent pas à prendre le pouvoir exécutif à court terme et ils savent que, pour le moment, ils mobilisent en moyenne moins de 50 % des voix aux législatives ».

6. Le CEDEJ est le Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales (centre de recherche français en Égypte sous tutelle du CNRS) (ndlr).

7. Entretien personnel, 31 janvier 2011.

Cependant, leur réflexion concerne la société dans son ensemble. Leslie Piquemal affirme ainsi que « ce qu'ils veulent, c'est parvenir à une transformation en profondeur de la société, celle-ci devant ensuite appeler elle-même à une application plus

complète de la sharia ». Jusqu'à ce qu'ils puissent atteindre cet objectif, les Frères musulmans ont tendance à considérer qu'ils ont plus de poids en étant dans l'opposition qu'en détenant le pouvoir.

Lorsque les Frères mettent leur organisation au service de la contestation, lorsqu'ils se dévouent pour soigner les blessés, organiser des milices pour sécuriser les quartiers désertés par la police ou organiser les contrôles de sécurité à l'entrée de la place Tahrir, ils sont soupçonnés d'avoir un agenda caché, une stratégie. De tels actes sont pourtant bien naturels pour une organisation dont la fierté est d'avoir acquis sa popularité en consacrant beaucoup de ses activités à des œuvres sociales.

L'après révolution : réorganisation de l'échiquier politique

On pourrait bien avancer que si les Frères musulmans se sont gardés de prendre la révolution à leur compte, ils auront tôt fait d'en récolter les fruits. Une fois le moment révolutionnaire passé, le temps de l'union sacrée de la place Tahrir disparut également. La confrérie s'est engagée immédiatement dans le débat politique sur les réformes apparaissant aussitôt comme la force d'opposition la mieux organisée. Face à elle, en effet, ceux qui avaient lancé la révolution ne formaient qu'un rassemblement de divers groupes pro-démocratiques sans organisation politique. Rapidement, la confrérie annonça la création d'un parti politique, le parti Liberté et Justice et interdit à ses membres l'affiliation à d'autres partis tandis que Mohamed Badie, le guide suprême faisait savoir qu'il rejetait clairement toute idée de sécularisation de l'État.

Certains ont pu voir dans le référendum qui suivit la révolution une manifestation évidente de la capacité de la confrérie à promouvoir son agenda, à s'opposer aux groupes pro-démocratie qu'elle avait soutenue pendant la révolution et à les supplanter. Tandis qu'Amr Mussa et El Baradeï, deux figures politiques, potentiels candidats à la présidentielle, ainsi que de nombreux groupes pro-démocratie et des jeunes de la révolution appelaient à voter « non » aux amendements constitutionnels, les Frères musulmans appelaient à voter « oui ». Les premiers voulaient une constitution entièrement renouvelée et non des rafistolages

de fortune, ils voulaient également plus de temps pour que de nouveaux partis politiques puissent se former avant les élections parlementaires qui devaient suivre le référendum⁸. Quant aux Frères musulmans, accepter les amendements ne pouvait que leur être bénéfique dans la perspective de ces élections. Le déroulement le plus rapide des élections leur permettrait de maintenir leur avantage sur les autres groupes d'opposition et d'obtenir un maximum de sièges.

8. Elles auront lieu en septembre.

Mais en toile de fond de ce référendum, la question qui se posait était également celle de la sécularisation de l'État. Le débat avait émergé autour de l'article 2 de la constitution selon lequel « l'islam est la religion de l'État » et que « la principale source de la législation est la jurisprudence islamique (Sharia) ». Les chrétiens qui espéraient le voir abrogé ou bien modifié avaient mené une campagne active contre les amendements qui n'incluaient pas cet article. De leur côté, plusieurs groupes islamistes, dont les Frères musulmans, militaient pour la conservation de l'article 2 et rattachaient le rejet des amendements à cet article. La confrérie a beaucoup joué de cet argument pour promouvoir le « oui », bien qu'avec discrétion.

Finalement, le « oui » l'a emporté avec 77,2 % des suffrages exprimés. Un succès pour les Frères musulmans et les groupes islamistes tels que les salafistes. Cependant, si l'argument religieux a joué un poids certain, il ne faudrait pas tirer des conclusions trop hâtives sur l'influence des Frères, le « oui » l'a surtout emporté parce que les Égyptiens voulaient que le pays s'extirpe du chaos.

La situation des Frères musulmans est toutefois beaucoup plus complexe que cette apparente solidité. Avec la chute de Moubarak, un système entier s'écroule dans lequel les Frères avaient une place en tant que principal opposant. Mais le changement n'est pas venu de cet opposant (bien qu'il ait joué un rôle important durant les manifestations). Sous l'ancien régime, l'intérêt commun d'un groupe interdit et persécuté voulait que les dissensions restent relativement confinées. Mais le tournant qu'a pris la scène politique égyptienne a mis en lumière les nombreuses divisions qui déchirent la confrérie, en particulier entre la vieille garde conservatrice, les réformistes et les jeunes Frères très impliqués dans la révolution. Il existe aujourd'hui un véri-

table fossé entre les jeunes et la direction qui ne peut encore être totalement évalué. Les jeunes Frères ont été parmi les premiers à se joindre aux manifestations pendant que la direction hésitait sur la marche à suivre. Pour Khaled Hamza, rédacteur en chef d'Ikhwanweb (le site d'information des Frères), il y a un « décalage complet » entre les jeunes et les cadres⁹.

9. Patrick HAENNI, « Les Frères musulmans confrontés à une nouvelle culture politique, Entretien avec Khaled Hamza », 16 février 2011, www.saphirnews.com

Prise par surprise par les événements de janvier, la confrérie peine à trouver, aujourd'hui, une ligne de conduite pour le futur. Alors que certains membres ont déjà démissionné, les débats sont très animés au sein de l'organisation. Ainsi, les rumeurs à propos de la démission d'Abdel Moneim Aboul Fotouh sont révélatrices des difficultés qu'elle encourt. Cet éminent membre de la direction, très médiatique, connu pour son réformisme, avait en effet été très critique vis-à-vis de la direction qui avait d'ailleurs annoncé qu'il ne la représentait plus. Les sujets de controverses entre ces réformistes et la vieille garde sont nombreux : place des femmes dans l'organisation, relations avec les chrétiens, les groupes séculiers, étendue de l'application de la sharia. Autant de points qui ne sont toujours pas résolus. Mais une chose est sûre, il leur faudra faire des compromis pour trouver une place dans le nouveau système, assure Olivier Roy.

Islamistes versus Moubarak

Si la confrérie n'a pas détourné à son profit le mouvement, elle n'en reste pas moins un acteur fondamental de l'opposition. Sa participation au mouvement révolutionnaire a rendu sa présence indispensable dans les débats sur la réforme. Le vice-président d'une semaine, Omar Souleiman et le maréchal Tantawi (ministre de la Défense, il dirige le conseil suprême de l'armée qui mène la transition) ne s'y sont pas trompés en invitant expressément les Frères à venir à la table des négociations et en leur accordant une officialisation de fait.

Les événements vont être profitables à la confrérie et leur activisme médiatique en est déjà l'illustration. Pour autant, il est facile de brandir une menace qui, pour l'instant, n'est que fantasmée alors que le bilan du régime Moubarak est bien réel et connu. Qui sont ceux qui depuis des années répriment les droits, torturent, s'enrichissent honteusement pendant que 40 % de la

population vit sous le seuil de pauvreté ? « On ne sait pas ce que vont faire les Frères musulmans, confiait ainsi Y. El Chazli, mais on sait ce qu'a fait le régime de Moubarak ».

L'incertitude de l'avenir n'a que trop servi le régime d'Hosni Moubarak pour pouvoir être encore une fois réutilisée. Elle n'a que trop servi de prétexte au régime pour bafouer les droits fondamentaux du peuple égyptien, pour maintenir le pays sous l'état d'urgence (mis en place après la mort de Sadate), pour laisser se développer en toute impunité la corruption, la généralisation de la torture, les replis communautaires, la pauvreté...

Cette incertitude n'est pas inéluctable et il ne faudrait pas établir trop promptement des parallèles entre les Frères musulmans d'Égypte et la prise de pouvoir par les Ayatollah iraniens ou la victoire électorale du Hamas en Palestine. Leurs objectifs, leurs antécédents historiques sont différents à bien des égards.

Si les courants rigoristes islamiques ont tant de succès en Égypte, n'est-ce pas parce qu'ils sont l'expression d'une frustration longuement entretenue par l'iniquité des gouvernants égyptiens ? Le succès des Frères musulmans est bâti sur l'occupation d'un espace social abandonné par l'État, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Une attraction moindre du rigorisme serait peut-être la conséquence d'un gain de liberté, de la progression des droits de l'Homme et des conditions socio-économiques en Égypte. Une fois sorti de la logique opposition-répression qu'il entretient avec les Frères, l'État laisserait une porte ouverte à une modération du mouvement. Entretenir la peur de l'islamisme ne peut que pousser celui-ci à se radicaliser.

Bien sûr, il n'est pas question ici de justifier l'organisation. Il n'est pas question de cacher ce que le projet des Frères peut parfois avoir de troublant, que ce soit à propos des droits des femmes, de la liberté de conscience ou sur la place des non-musulmans dans la société. Cependant, ce qu'écrivait François Burgat en 2002, dans la préface de son ouvrage *L'Islamisme en Face*, semble plus que jamais s'appliquer aux Frères : « l'Occident se prive de comprendre qu'une partie au moins des demandes présentées par la génération islamiste n'est pas plus il-

légitime que celle exprimées en leur temps (...) par leurs pères nationalistes »¹⁰.

10. François BURGAT, *L'Islamisme en Face*, La Découverte, 2002, p. xvii.

Ceux qui ne souhaitent pas voir les Frères musulmans arriver au pouvoir devraient d'abord comprendre que ce n'est pas dans l'autoritarisme qu'il faut chercher un rempart au rigorisme. Ils devraient comprendre que la recherche de nouvelles options et d'une alternative véritablement démocratique, respectueuse des droits de tous les Égyptiens, sera le moyen d'éviter à l'Égypte de devenir une « dictature islamique ».

Baudouin LONG